La réponse du gouvernement n’est pas à la hauteur de l’urgence salariale

Mardi 29 septembre : mobilisons-nous pour imposer d’autres choix !

Les organisations syndicales de la Fonction publique, CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC, FA-FP, prennent acte des annonces du gouvernement lors du rendez-vous salarial du 8 juillet.

Ces propositions gouvernementales restent très en-deçà des attentes des agents publics et des revendications de l’intersyndicale Fonction publique. Elles sont ciblées sur un très petit nombre d’agent·es, et ne répondent ni à l’urgence salariale, ni au tassement des grilles, ni à la bascule sous le SMIC du traitement de 862 000 agents publics, ni à la crise d’attractivité que traverse la Fonction publique. De plus, elles concernent principalement la Fonction publique d’État et les agent·es publics de la fonction publique territoriale et hospitalière sont scandaleusement renvoyés aux négociations avec leurs employeurs !

La réponse du gouvernement n’est pas à la hauteur et ne peut suffire. Les annonces de nouvelles coupes budgétaires inacceptables ne peuvent servir de prétexte à différer encore les mesures salariales attendues par les agentes et les agents publics. Les organisations syndicales ont souligné que par une autre utilisation des richesses produites, il est possible de financer une autre politique salariale.

Sans rejeter pour autant les mesures proposées par le ministre, **les organisations syndicales ont toutes quitté le rendez-vous salarial devant l’absence de mesure salariale générale et immédiate.**

Elles réaffirment leurs revendications communes :

- des mesures salariales générales et notamment une revalorisation significative de la valeur du point d’indice ;
- l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation ;
- des mesures de revalorisation et la refonte des grilles indiciaires permettant, dans chaque catégorie, une véritable progression de carrière et la sortie des débuts de carrière du niveau du Smic de même que la revalorisation des métiers à prédominance féminine ;
- le rétablissement du versement de la garantie individuelle de pouvoir d’achat ;
- le maintien à 100 % des rémunérations versées aux agent·es qui sont en congé maladie ordinaire et l’abrogation du jour de carence ;
- l’égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- des garanties sur la mise en œuvre effective de la directive européenne sur la transparence salariale, accompagnée de moyens concrets pour des politiques d’égalité.

Dans ce contexte, **les organisations syndicales de la Fonction publique CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP appellent l’ensemble des agentes et agents publics à se mobiliser par la grève et les manifestations le 29 septembre prochain**.

Paris, le 10 juillet 2026